



**PRÉFET  
DE L'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture / Cabinet**  
**Service des sécurités**  
Service Interministériel de Défense  
et de Protection Civile

**Arrêté PREF-CABINET-SDS-SIDPC n°24-11/15 du 22 novembre 2024  
portant levée des restrictions de circulation sur le réseau routier du département  
d'Eure-et-Loir**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, et notamment le titre IV de son livre VII (partie réglementaire) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2215-1 et suivants ;

Vu le Code de la route, et notamment les articles R.411-9, R.411-18 et R.421-1 ;

Vu le décret n° 2010-224 du 4 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir ;

Vu le décret du Président de la République du 19 juin 2024 portant nomination de Monsieur Philippe DUMAS en qualité de Sous-Préfet, Directeur de cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir ;

Vu le Plan Intempéries de la Zone Ouest du 17 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° préf-Cabinet-SIDPC 22-11/12 du 21 novembre 2022 portant approbation du plan départemental circulation hivernale, révisé en janvier 2022 ;

Vu l'arrêté PREF-CABINET-SDS-SIDPC n°24-11/12 du 21 novembre 2024 portant restriction de circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes sur le réseau routier départemental à compter du jeudi 21 novembre 2024 à 19h00 ;

Vu l'arrêté PREF-CABINET-SDS-SIDPC n°24-11/13 du 22 novembre 2024 modifiant l'arrêté PREF-CABINET-SDS-SIDPC n°24-11/12 du 21 novembre 2024 portant restriction de circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes sur le réseau routier départemental à compter du jeudi 21 novembre 2024 à 19h00 ;

Considérant les informations émises par les services de Météo-France le 22 novembre 2024 ;

Considérant l'amélioration des conditions de circulation sur les axes routiers du département ;

Après consultation du conseil départemental et des services de l'État concernés ;

Sur proposition de Monsieur le Sous-préfet, Directeur de Cabinet ;

"Place de la République – CS 80537 - 28019 Chartres Cedex – Standard : 02 37 27 72 00

Horaires d'ouverture de la préfecture :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi : 9h00-12h30 / 14h00-16h30 (le vendredi : 16h00)

Pour les modalités de délivrance de titres, consulter [www.eure-et-loir.gouv.fr](http://www.eure-et-loir.gouv.fr), rubrique "Démarches administratives"



## A R R E T E

**Article 1 :** L'arrêté préfectoral PREF-CABINET-SDS-SIDPC n°24-11/12 du 21 novembre 2024 portant restriction de circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes sur le réseau routier départemental à compter du jeudi 21 novembre 2024 à 19h00 est abrogé.

**Article 2 :** L'arrêté PREF-CABINET-SDS-SIDPC n°24-11/13 du 22 novembre 2024 modifiant l'arrêté PREF-CABINET-SDS-SIDPC n°24-11/12 du 21 novembre 2024 portant restriction de circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes sur le réseau routier départemental à compter du jeudi 21 novembre 2024 à 19h00 est abrogé.

**Article 3 :** Monsieur le Sous-préfet, Directeur de Cabinet, Madame la Secrétaire générale, Messieurs les Sous-préfets d'arrondissement, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale, Monsieur le Directeur interdépartemental de la police nationale, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le Président du Conseil Départemental et Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Nord-Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et diffusé sur le site Internet des services de l'État en Eure-et-Loir.

Pour le Préfet,  
Le Sous-préfet, Directeur de cabinet



Philippe DUMAS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du département d'Eure-et-Loir. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'intérieur :

Ministère de l'Intérieur, Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Cabinet, Bureau des polices administratives-Place Beauvau - 75 800 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif d'Orléans, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)